

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Madagascar a accepté une partie importante des 139 recommandations faites par les Etats lors de l'EPU qui s'est tenu le 3 novembre 2014 et s'est engagée à donner aujourd'hui une réponse aux autres recommandations, ce qui est fait.

La très grande majorité de ces recommandations concernent des droits civils et politiques, très peu les droits économiques sociaux et culturels et, alors que c'est aujourd'hui l'un des problèmes majeurs de ce pays, une seule recommandation évoque un niveau de vie suffisant.

Il faut dire que ce pays revient de loin et, alors que le monde entier espérait le voir se relever des dernières années, surtout depuis que des élections reconnues comme libres et indépendantes ont pu avoir lieu, le voilà en proie aux pires catastrophes naturelles.

Depuis son élection, le président et le nouveau gouvernement démocratiquement élu ont essuyé 3 invasions acridiennes majeures, une invasion de grenouilles venimeuses, des oppositions parlementaires mises systématiquement en travers de leur chemin par leurs prédécesseurs qui, non contents d'avoir rendu ce pays exsangue, voudraient encore en profiter au détriment de la population.

Aujourd'hui, on est passé du stade de malnutrition ou sous-nutrition, à celui de famine, une famine qui ravage déjà le sud et qui pourrait atteindre la capitale où les déplacés, les sans-abris augmentent chaque jour et où les matières premières indispensables n'arrivent plus, les routes, les ponts étant coupés en raison des pluies incessantes, des cyclones qui se suivent et ne font qu'intensifier la détresse de la population.

Alors que je m'insurgeais auprès d'une grande organisation d'aide d'urgence de l'absence des secours apportés à tous ces gens en détresse absolue, on m'a dit : "Oh, mais ce n'est pas une catastrophe, c'est juste une alerte rouge!"

Quand le PAM appelle au secours, ce n'est qu'une alerte rouge, quand les enfants meurent de faim par centaines, ce n'est qu'une alerte rouge, quand des dizaines de milliers de personnes se retrouvent sans toit, sans abri, leurs maisons s'étant effondrées, ce n'est qu'une alerte rouge!

"D'ailleurs les Malgaches ont l'habitude!" a conclu cette personne.

Je comprends, surtout après les 5 dernières années, qu'il y ait une certaine méfiance des gouvernements étrangers sur les capacités de ce gouvernement à utiliser l'argent à bon escient. Des garanties doivent être données.

Mais l'aide doit être envoyée, car ce ne sont pas les dirigeants qui souffrent, c'est le peuple. Et le peuple a besoin d'aide!

Afin que les fonds qui vous pourriez allouer en aide au peuple malgache soient utilisés conformément aux besoins et utilisés totalement pour cette action, n'oubliez pas qu'il y a des ONGs reconnues par l'ECOSOC et qui sont aptes à veiller à ce que la reconstruction soit efficace et pérenne. Par exemple ONG HOPE a l'habitude de mettre en place des systèmes durables de sécurité alimentaire. Vous trouverez également sur place des ONG locales qui effectuent un travail efficace.

Comme en toutes choses, il faut une bonne gouvernance de projets relevant de bonnes pratiques.

Je vous remercie Excellences, Mesdames, Messieurs, de répondre à cet appel à l'aide.